

#SolutionsmadeinBrussels

50 recommandations
pour BOOSTER Bruxelles



Votre liberté, votre voix



#SolutionsmadeinBrussels

50 recommandations
pour **BOOSTER** Bruxelles

Votre liberté, votre voix



Chères lectrices, chers lecteurs,

- Parce qu'il n'y a pas de solutions simples aux problèmes complexes que connaît Bruxelles...
- Parce que, malgré les difficultés, notre Région présente de belles opportunités...
- Parce que, en tant qu'acteur engagé dans la concertation sociale, nous prenons nos responsabilités...

La CGSLB-Bruxelles a rédigé son mémorandum pour la prochaine législature régionale 2024 – 2029. Celui-ci est le fruit d'un travail de consultation entre militants de terrain actifs dans les entreprises bruxelloises et experts internes et externes à l'organisation. Au total, nous formulons une cinquantaine de recommandations portant sur 10 thèmes majeurs pour celles et ceux qui vivent à Bruxelles et/ou y travaillent.

Nos recommandations ont pour ambition, à la fois de contribuer efficacement au développement des opportunités d'emploi de qualité pour toutes et tous, et aussi de garantir les conditions nécessaires pour promouvoir, dans les actes, la cohésion sociale, le développement durable et l'égalité des chances. Attachés au principe des « priorités partagées », nous réaffirmons notre engagement pour participer à la co-construction des nouvelles politiques sociales et économiques porteuses en termes de bien-être pour la collectivité.

Au plaisir de vous rencontrer pour partager de vive voix sur l'avenir de notre belle Région.

PS: Toutes les recommandations émises concernent tant les femmes que les hommes.

EMPLOI

Le maintien et la création d'**emplois de qualité**, en tant que vecteurs d'**émancipation sociale**, constituent une de nos principales missions. Bruxelles étant à la fois la Région la plus riche et la plus pauvre de Belgique, nous devons agir pour un monde du travail plus **durable et inclusif**.

Il nous importe de maximaliser les effets sociaux (retour vis-à-vis de la collectivité) des choix politiques actuels et futurs par le biais d'une approche critique et constructive et d'une dynamique d'évaluation concertée. Dans un monde en perpétuelle évolution, le changement doit d'abord être envisagé à travers le prisme du **progrès social**, de **la solidarité** et de **l'égalité des chances**.

Aux problèmes complexes du chômage à Bruxelles, il n'y a pas de solutions simples. La réflexion permanente confrontée à la pratique par le biais de projets pilotes est nécessaire pour stimuler **l'innovation**.

Se projeter dans l'avenir est indispensable pour anticiper les nouveaux besoins et préparer les chercheurs d'emploi et les travailleurs aux **métiers de demain**. Bien que l'avenir soit par définition incertain, les choix politiques orientent la société vers des futurs possibles... ainsi les choix en matière de transitions environnementale, économique et sociale vont marquer durablement l'emploi.

RECOMMANDATIONS

1. Placer l'**humain** au centre des transitions numérique, environnementale et économique et dans ce cadre, développer une vision prospective des métiers avec une approche sectorielle.
2. Stimuler la **formation** à tous les niveaux et préparer les Bruxellois aux transitions, notamment dans les métiers à risque ; porter une attention particulière aux chercheurs d'emploi les plus éloignés du marché du travail, sachant qu'ils sont de moins en moins atteints par les mesures d'aide à l'emploi. Développer une stratégie d'anticipation, dans les entreprises et dans les secteurs, des besoins de (re)qualification du personnel.
3. Mesurer les conséquences de l'amplification du recours au **télétravail** sur l'économie et l'emploi de la Région, et développer les leviers d'action régionaux.
4. Inscrire le développement du projet **REBOUND** dans une perspective à long terme et l'élargir aux restructurations.
5. Mener des politiques ambitieuses d'investissement public en cohérence avec les défis d'une transition juste conditionnées à la création d'emplois durables et de qualité (mesurés à l'aune du **baromètre de la qualité de l'emploi**).

ENVIRONNEMENT

Les dérèglements climatiques que connaît la planète et ses conséquences tant sur l'environnement, la faune, la flore et les populations posent un défi existentiel à l'humanité tout entière.

Ils constituent un enjeu de solidarité avec **les générations futures**.

La CGSLB-Bruxelles estime qu'il est primordial que la Région bruxelloise réagisse et mène une politique environnementale ambitieuse, mais cela ne doit pas se faire au détriment des travailleurs et des citoyens. La politique environnementale de la Région doit s'inscrire dans une optique de développement durable et ne jamais sous-estimer les sphères sociale et économique.

RECOMMANDATIONS

1. Analyser de manière systématique l'**impact** de toutes les mesures environnementales envisagées sur l'emploi, les conditions de travail et les conditions de vie des citoyens.
2. Garantir la **concertation sociale**, au niveau de l'entreprise, pour toutes les mesures régionales en matière de mobilité et d'environnement.
3. Prévoir une **communication efficiente, accessible et en amont sur tous les changements** à destination des entreprises et des citoyens sur les questions d'environnement et de mobilité.
4. Intégrer dans les **conditions d'octroi** et de maintien de label/financement régionaux le respect de la réglementation sociale (sécurité, bien-être...).
5. Développer l'**économie circulaire**, préserver les ressources et mettre en place une politique de lutte contre les déchets sauvages.

LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS

Vue de l'extérieur, notre Région respire la diversité avec ses plus de 187 nationalités, ses 51 % de femmes, sa jeunesse... et pourtant ... dès qu'on creuse un peu les constats sont là : les discriminations à l'embauche ou dans l'emploi, les inégalités sont encore une réalité. Elles détériorent l'image de la Région, le quotidien des Bruxellois, de ceux qui vivent et/ou travaillent à Bruxelles, les privant d'opportunités (et privant la Région de talents), les empêchant d'accéder aux emplois de leur choix et de qualité, aux études de leur rêve ou à un logement décent.

Selon que vous soyez une femme ou un homme, jeune ou plus âgé, avec un handicap, d'origine européenne ou étrangère... vos chances de succès sur le marché du travail seront très différentes, à niveau de qualification égal. Il est aujourd'hui, plus que temps, que chacun prenne la mesure de cette réalité du monde du travail. Les acteurs politiques, économiques et sociaux doivent faire de la lutte contre les discriminations et les inégalités sur le marché du travail une priorité centrale de la prochaine législature.

Région bruxelloise doit rimer avec égalité, diversité, solidarité et liberté!

RECOMMANDATIONS

- 1. Aller à la source.** S'attaquer au fonctionnement des discriminations comme processus de mise à l'écart, et ce, quels qu'en soient la forme, les motifs... S'attaquer aux inégalités doit commencer par ce qui mène à la vie professionnelle: l'école.
- 2. Une vision sectorielle.** Mettre en œuvre plus de **tests de situation** aléatoires dans les secteurs où il y a suspicion de discrimination. En monitorer l'impact et les effets dissuasifs.
- 3. Prévenir les discriminations.** Il faut sensibiliser les employeurs, les travailleurs et les chercheurs d'emploi sur leurs droits et devoirs. Il faut introduire une politique de prévention à charge des employeurs privés, comme cela existe pour les risques psychosociaux. Une analyse des risques et un état des lieux permettraient d'identifier les problèmes tels que le sexisme et les violences, de questionner les pratiques avant d'établir un **plan de prévention « anti-discriminations »**.
- 4. Plans de diversité et actions positives.** Rendre les **plans de diversité obligatoires** pour les entreprises de plus de 50 travailleurs qui bénéficient d'aides, de primes et de subventions régionales. Les **plans d'actions positives** adaptés et concertés au niveau bruxellois doivent être soutenus par la Région par des moyens humains et financiers nécessaires à leur développement. Les aides octroyées aux entreprises doivent être conditionnées à ces résultats (plans de diversité, de prévention et d'actions positives).
- 5. Gendermainstreaming.** Il faut mesurer pour corriger et agir. Nous demandons aux autorités compétentes de récolter des chiffres genrés relatifs notamment à l'impact des crises successives au niveau de l'emploi des femmes à Bruxelles.

SOCIAL-SANTÉ

Les secteurs sociaux et de la santé constituent un **pilier stratégique** du développement de notre Région. Ils offrent des services essentiels pour le bien-être et la qualité de vie de la population, et ce à tous les âges de la vie. Par le biais du subventionnement, ils assurent des missions de service public déléguées par l'autorité compétente.

Suite à la croissance de la population bruxelloise et du taux de pauvreté élevé, les besoins sociaux et de santé ne cessent d'augmenter. À ce jour, il n'existe pas un **cadastre des besoins**. Mais nous pouvons faire le constat que :

- les délais d'attente pour bénéficier des services sociaux et de santé ne cessent de s'allonger, signe d'une saturation de l'offre ;
- nombreux sont ceux qui n'ont pas recours aux services, faute de moyens et d'information suffisants (non take up) ;
- comme le démontrent les déterminants de la santé, les facteurs sociaux, économiques, environnementaux peuvent impacter négativement la santé ;
- ces secteurs peinent à recruter dans certaines fonctions en raison du manque d'attractivité des conditions de travail.

Face à l'ampleur des besoins, le monde politique doit consentir des investissements structurels, et agir de manière coordonnée avec les partenaires sociaux. Investir dans les secteurs des soins, du social, du bien-être et de la culture, c'est investir dans la santé et la prospérité de l'ensemble de notre société.

RECOMMANDATIONS

1. Améliorer l'**attractivité** des métiers et favoriser la rétention des travailleurs du secteur social santé.
2. Gérer tous les aspects sociaux du **virage ambulatoire**.
3. Développer des offres alternatives aux maisons de repos et de soins tels que les projets de **résidences-services sociales**.
4. Garantir le développement de **normes qualitatives et inclusives** en lien avec les normes de personnel des maisons de repos.
5. Faciliter la procédure d'**équivalence de diplôme** pour les professionnels du secteur dont le diplôme obtenu à l'étranger n'est pas reconnu sur le marché d'emploi.

LOGEMENT

Le **manque de logements** de qualité et accessibles financièrement pour l'achat ou la location constitue la base du problème du logement à Bruxelles. L'offre de ce type de logements n'étant pas suffisante pour répondre à la demande, cela déséquilibre d'une part, les relations propriétaires-locataires, et cela complique d'autre part, la sortie de la location pour l'achat d'un bien.

Les réponses apportées jusqu'à présent ont probablement permis de limiter l'aggravation de la crise. Mais ce **déséquilibre entre l'offre et la demande** entraîne une série de conséquences néfastes :

- pression sur la demande de logements liée à l'augmentation croissante de la population ;
- prix d'achat inaccessibles, engendrant un exode de la population vers les 2 autres régions ;
- spéculation immobilière, gentrification ;
- plusieurs années d'attente pour obtenir un logement social ;
- niveau de rénovation insuffisant impactant la santé (insalubrité) et la facture des ménages (passoires énergétiques).

Disposer d'un logement abordable et de qualité constitue un enjeu de société à Bruxelles, puisqu'il doit garantir un environnement épanouissant pour les habitants et contribuer à leur bien-être tout en dynamisant notre Région.

RECOMMANDATIONS

- 1. Harmoniser les conditions de travail** au niveau des différentes sociétés de logements sociaux bruxellois (SISP).
- 2. Centraliser la gestion** des logements « sociaux » existants sur le territoire bruxellois (commune, CPAS, AIS, SISP ...) au niveau de la SLRB et des SISP.
- 3. Créer une régie ouvrière régionale** pour l'entretien locatif, en lien avec les politiques d'emploi et de formation.
- 4. Évaluer la fiscalité immobilière** en vue d'identifier les capacités d'accès à la propriété et de rétention de la classe moyenne au sein de la Région.
- 5. Accélérer l'amélioration de l'efficacité énergétique** des logements (Rénolution) et en analyser tous les impacts sociaux. Améliorer la fiabilité des certificats de performance énergétique des bâtiments (PEB).

MOBILITÉ

Bruxelles est la plus grande région urbaine de Belgique.

Elle compte une population plus nombreuse, mais accueille aussi le plus d'emplois.

La région fait face à des **flux de mobilité** considérables (automobiles, transport en commun ou mobilité douce). Ce qui a un impact à la fois sur la congestion routière, mais aussi sur la pollution de l'air et donc sur la qualité de vie des citoyens et travailleurs à Bruxelles.

Pour la CGSLB-Bruxelles, il est important d'agir à la fois sur la **congestion** et sur la **qualité de l'air**.

Il ne peut être question d'opposer les différents modes de déplacements ni d'en supprimer, mais l'usage de la route doit se faire dans le respect mutuel de chacun.

RECOMMANDATIONS

- 1. Transports en commun de qualité** pour convertir le plus grand nombre : fréquence, régularité, sécurité, propreté / Sites propres avec analyse préalable de l'impact / Amplification du réseau dans la 2ème et surtout la 3ème couronne et entre communes voisines / Maintien et élargissement des systèmes « Noctis » et « Collecto » / Abonnement multi-opérateurs à prix démocratique.
- 2. Alternatives aux transports en commun** : le prix des taxis doit être démocratisé / Prévoir des chèques taxis pour les personnes ne pouvant plus utiliser les transports en commun et qui n'ont pas les moyens suffisants pour leur mobilité / Elargir les possibilités de car-sharing aux jeunes et nouveaux détenteurs de permis.
- 3. Stationnement** : Accès suffisant pour les riverains à des places proches de leur domicile (en surface et/ou hors voirie) à prix démocratique / Mise à disposition des parkings d'entreprises publiques et privées aux riverains hors heures d'ouverture de l'entreprise.
- 4.** Revêtir tout ou partie des routes de peinture (bleue) qui diminuent la température et agit sur les îlots de chaleur. Augmenter la végétalisation de l'espace de façon respectueuse de la biodiversité et des usagers.
- 5.** Adopter une véritable et ambitieuse politique de **logistique urbaine et des chantiers**, ce qui implique également une meilleure coordination-concertation entre les différentes communes et entre les communes et la Région.
- 6. Les plans communaux de mobilité** doivent être en adéquation avec les besoins des usagers et des riverains, l'étude faite par les bureaux d'études doit être complétée par une analyse de la réalité de terrain des riverains et des usagers. Sécurité routière et sécurité des piétons.

LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ

La pauvreté, ce n'est plus l'affaire des autres ! Elle touche toutes les couches de la population, elle est très souvent la conséquence d'un continuum. Elle change de visage, hier c'était les aînés aujourd'hui se rajoutent les femmes, les jeunes, les infraqualifiés, les familles monoparentales, les chercheurs d'emploi, les enfants et même les travailleurs.

Le travail, même s'il reste une protection ne préserve plus systématiquement du basculement vers la pauvreté. Il est donc impératif de prendre en compte cet enjeu. Les différents niveaux de pouvoir doivent s'impliquer de manière transversale et coordonnée.

Le succès d'une politique se mesure par le nombre de personnes qui cessent de dépendre des aides sociales et qui, dès lors, sont capables d'utiliser les outils nécessaires pour gagner en autonomie. Les crises successives et l'augmentation des dépenses essentielles et incontournables comme le logement, l'énergie, l'alimentation, les soins de santé... pèsent lourd dans le budget des ménages et brisent le compteur du bien-être des Bruxellois et des Bruxelloises. Les aides existent, mais elles sont insuffisantes et ne sont pas à portée de toutes et tous. Une digitalisation accrue des services rendus aux citoyens renforce le non-recours aux droits sociaux et fait basculer une grande partie de la population bruxelloise dans la pauvreté.

Travailler, vivre et non survivre dignement en Région bruxelloise !

RECOMMANDATIONS

1. **Établissement d'un plan bruxellois de lutte contre la pauvreté.** Ce plan sera concerté et devra s'inscrire dans une politique coordonnée par un.e ministre ou un.e secrétaire d'État spécifiquement compétent.e en la matière.
2. **L'humain au centre des préoccupations.** Il faut garantir une accessibilité pleine et entière aux services publics en renforçant les compétences numériques de toutes et tous, et en maintenant des services avec un **contact « humain »**. L'accès aux droits et aux prestations doit être automatisé par le biais du **guichet unique**.
3. **L'emploi de qualité rempart contre la pauvreté.** Le baromètre de la qualité de l'emploi doit être concerté avec les partenaires sociaux et rester un outil dynamique au service des Bruxellois. Le revenu, les avantages extra-légaux, le type de contrat, le bien-être au travail, les opportunités de carrière, les discriminations, la formation, la diversité et l'inclusion, la mobilité, la déqualification professionnelle... sont autant de critères pertinents à prendre en compte, avec une perspective genrée transversale.
4. **Casser les silos de la pauvreté.** Mesurer la répartition de la pauvreté dans les 19 communes de notre Région de manière à redistribuer efficacement les soutiens apportés à la population précarisée et mettre en place une solidarité entre ces communes.
5. **Mesurer et corriger l'impact de l'inflation.** Des indicateurs quantitatifs et qualitatifs qui prennent en compte tous les publics fragilisés : les familles monoparentales, les femmes, les jeunes, les pensionnés... ainsi que des actions concrètes afin d'évaluer et de corriger l'impact de l'inflation sur les Bruxellois.
6. **Précarité énergétique et hydrique.** Pérenniser l'extension du tarif social aux bénéficiaires du statut BIM. Introduire un système de tarif social différencié et progressif en fonction du niveau de revenu (effet de seuil). Cibler mieux, informer et protéger les ménages qui en ont le plus besoin et/ou qui n'ont pas accès à ces aides.

JEUNES

Investir dans la jeunesse, c'est investir dans l'avenir.

Le monde change! Les réalités et les difficultés des jeunes d'aujourd'hui sont différentes. Ils n'ont pas les mêmes revendications et la même vision du travail que leurs aînés. Qu'ils soient étudiants, travailleurs, ou sans emploi, la Région bruxelloise doit développer les conditions qui leur permettent de se projeter dans l'avenir avec confiance et optimisme.

RECOMMANDATIONS

1. **Capter tous les jeunes** à la sortie des études par un suivi personnalisé et régulier par un accompagnateur d'Actiris et lutter contre le phénomène de distanciation institutionnelle.
2. Rendre obligatoire la **formation et l'encadrement des jeunes** pour toutes les mesures d'aides à l'emploi en particulier celles qui les visent.
3. Mettre à profit des **journées blanches** dans l'enseignement pour découvrir le monde du travail.
4. Accrocher les **NEETS** par une approche holistique qui propose un accompagnement spécifique décentralisé (de préférences dans des structures auxquelles ils font confiance) englobant la sphère privée (bien-être mental, santé, besoin financier...) et le parcours d'insertion socio-professionnelle.
5. Mettre l'accent sur le **multilinguisme** et les **compétences digitales** au niveau de l'enseignement.

APPROCHES SECTORIELLES

La Région de Bruxelles-Capitale dispose de leviers pour agir directement et concrètement en matière d'emploi dans certains secteurs. Ces derniers ont l'avantage de favoriser des emplois en faveur des Bruxellois et non délocalisables. Les moyens mis, directement ou indirectement, à disposition par la Région pour soutenir l'économie dans ces secteurs doivent veiller à maximiser le retour pour la Collectivité, notamment par des garanties en termes d'emploi de qualité.

Les PFE, **Pôle Formation Emploi**, réunissent les acteurs régionaux au niveau public et sectoriel, et ont pour objectif de développer des approches ciblées favorisant le matching entre l'offre et la demande d'emploi. Leur mission de veille sectorielle est stratégique pour faire face aux mutations en cours dans le monde du travail et par conséquent anticiper les nouveaux besoins en compétences des travailleurs et identifier les métiers de demain.

RECOMMANDATIONS

1. **Titres-services.** Prévoir un accompagnement social et des formations de qualité.
2. **Horeca.** Contractualiser avec les partenaires sociaux du secteur l'amélioration de l'attractivité de la Région (foires, expo...), en vue de favoriser le développement de l'emploi de qualité.
3. **Construction.** Transparence sur les « prix du marché » en matière de travaux d'amélioration énergétique (RENOLUTION) auprès des particuliers. (observatoire des prix du marché à l'échelle du particulier).
4. **STIB.** Recruter plus de femmes. Mais surtout, développer une politique genrée prévoyant l'inclusion des travailleuses au même titre que les travailleurs (bien-être, politique de promotion, harcèlement, violences sexistes et sexuelles...) et mettre en place des corrections sociales limitées dans le temps à compétence égale (action positive).
5. Par secteur, mesurer la qualité de l'emploi sur base d'**indicateurs sociaux**, et cibler les entreprises se situant « en deçà de la moyenne » en vue de les amener à améliorer leurs conditions de travail.


AVENIR INSTITUTIONNEL

L'expérience des dernières réformes institutionnelles nous appelle à la prudence, notamment en termes de financement et d'économie d'échelle. Si la volonté démocratique nous engage dans la voie d'une nouvelle réforme, celle-ci devra tenir compte des spécificités de la population bruxelloise, mais également de la contribution de la Région à la richesse nationale produite (18% du PIB).

Nous devons rester vigilants pour préserver la viabilité de notre Région et sa capacité à garantir le bien-être de sa population.

RECOMMANDATIONS

1. Garantir le modèle bruxellois de concertation sociale participative et développer la dynamique de **priorités partagées**.
2. Évaluer les conséquences (sociales, financières, institutionnelles...) de la 6e Réforme de l'État.
3. Présenter pour avis à Brupartners la **vision budgétaire pluriannuelle** des entités politiques bruxelloises.
4. Exploiter le potentiel social et économique de Bruxelles et des 2 Brabants par la mise en place effective d'une structure de **concertation métropolitaine**.
5. Rationaliser les instances bruxelloises de concertation dans le cadre de la lutte contre les discriminations.



*« Des lignes droites
pour aller droit au but...
et des courbes pour parfois
arrondir les angles. »*

